

Crise burundaise: le dernier round des négociations s'ouvre sans le gouvernement

RFI, 24-10-2018 Le cinquième round du dialogue burundais s'ouvre ce mercredi 24 octobre à Arusha, en Tanzanie. C'est la dernière tentative de la médiation sous-régionale pour trouver une sortie de crise. Mais l'issue semble incertaine dans la mesure où le gouvernement, le parti au pouvoir, et leurs alliés ont annoncé le boycott de cette réunion.

C'est pour cause de deuil, que le gouvernement ne se rendra pas aux discussions d'Arusha. «En octobre, nous commémorons nos héros de l'indépendance», a expliqué à RFI Prosper Ntahorwamiye, porte-parole du gouvernement burundais. D'autre part, le gouvernement estime que certaines de ses demandes n'ont pas été exaucées comme celle de disposer à l'avance de la liste des participants. «Il y a des gens avec qui nous ne voulons pas négocier», explique le porte-parole. Comprendre tous les opposants contre qui le gouvernement a émis des mandats d'arrêt. En réalité, la facilitation, présidée par l'ancien-chef de l'Etat tanzanien Benjamin Mkapa, n'a pas invité ceux recherchés par la justice burundaise comme Jean Minani par exemple, le président du Cnared, le Conseil national pour le respect de l'Accord d'Arusha pour la paix. L'opposition en exil sera néanmoins représentée, notamment par son secrétaire général Anicet Niyonkuru. Des opposants restés au Burundi seront également présents, comme Agathon Rwasa, l'ancien patron du Front national pour la liberté. Voilà trois ans maintenant que la médiation sous-régionale tente de créer un dialogue, sans succès. Ces discussions doivent se pencher notamment sur une feuille de route pour l'élection présidentielle de 2020. A l'issue de cette rencontre, la médiation rendra son rapport final à l'EAC, la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est, qui chapeaute ces discussions.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});